

Convention collective

IDCC : 9142. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
DE L'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES, ARBORICULTURE,
PRODUCTION DE FRUITS ET DE CHAMPIGNONS
(CALVADOS)**

(17 janvier 1991)

(Etendue par arrêté du 19 mai 1992,
Journal officiel du 2 juin 1992)

AVENANT N° 35 DU 23 AVRIL 2009

NOR : *AGRS0997088M*

IDCC : 9142

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Ussy et du Calvados ;

Le syndicat des producteurs de fruits de Basse-Normandie ;

Le syndicat des producteurs de champignons du Calvados,

D'une part, et

La CFTC ;

L'UNSA agriculture et agroalimentaire ;

Le syndicat général de l'agroalimentaire CFDT du Calvados ;

L'union départementale Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 2 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a introduit de nouvelles dispositions relatives à la période d'essai (art. L. 1221-9 à L. 1221-26 du code du travail).

Conformément aux dispositions de la loi précitée, les stipulations des accords de branche conclus avant la publication de ladite loi et fixant des durées plus courtes ne resteront en vigueur que jusqu'au 30 juin 2009.

Par cet avenant, les partenaires sociaux décident de maintenir au-delà de cette date les dispositions prévues à l'article 27, paragraphe 271, à savoir :

« Sauf accord entre les parties, tout engagement est conclu à l'essai.

La durée de la période d'essai est fixée à 1 mois. Si l'essai ne s'avérait pas concluant, il pourra être renouvelé pour une période équivalente sous réserve d'un préavis de 48 heures par lettre recommandée avec avis de réception.

La partie qui désire mettre fin à la période d'essai au cours de celle-ci devra avertir l'autre partie, sauf cas de faute grave, 48 heures à l'avance, par lettre recommandée avec avis de réception, sauf accord amiable écrit signé par l'employeur et le salarié.

En cas d'arrêt de travail du salarié pour cause de maladie, la période d'essai sera prolongée d'une durée égale à celle de l'arrêt de travail dans la limite de 1 mois.

En cas d'arrêt de travail du salarié pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle, la période d'essai sera prolongée d'une durée égale à celle de l'arrêt de travail. »

Article 2

Les dispositions de l'article 80 « Indemnité de licenciement » sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« En cas de renvoi d'un salarié, sauf pour faute grave, l'employeur est tenu de verser à ce dernier lors de son départ une indemnité qui ne peut être inférieure :

- à 1 semaine de salaire à partir de 1 an d'ancienneté ;
- à 2 semaines de salaire à partir de 2 ans d'ancienneté ;
- à partir de 3 ans d'ancienneté, cette indemnité ne peut être inférieure à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Toutefois, en cas de licenciement économique visé à l'article 77-772, l'indemnité ne pourra être inférieure à 2 mois de salaire. »

Article 3

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Calvados.

Les parties en demandent l'extension.

Fait à Caen, le 23 avril 2009.

(Suivent les signatures.)